

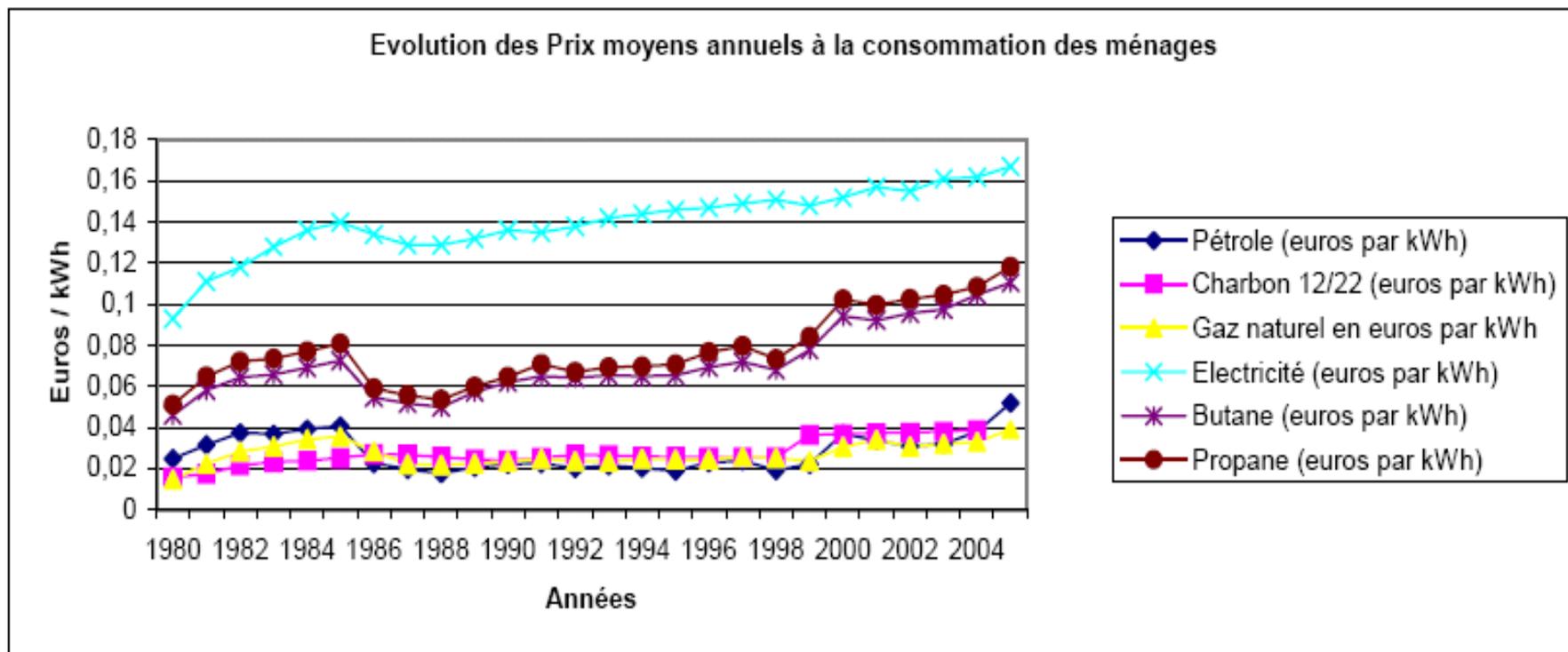


Midi précarité énergétique

- Un problème de revenus, qui ne suivent pas les évolutions des prix des besoins de base.
- Un contexte de libéralisation qui ne facilite pas la gestion de son (trop maigre) budget....
- Des logements en forme de « passoire énergétique » et une politique « sociale » qui se trompe de cible.
- Quelle place pour l'économie sociale dans la rénovation énergétique des logements des ménages vivant des situations de précarité ?

Des prix qui bougent ...

Figure 2 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation des ménages



Source : Enquête sur les Budgets des Ménages (1996-2004) – INS - SPF Economie et calculs propres

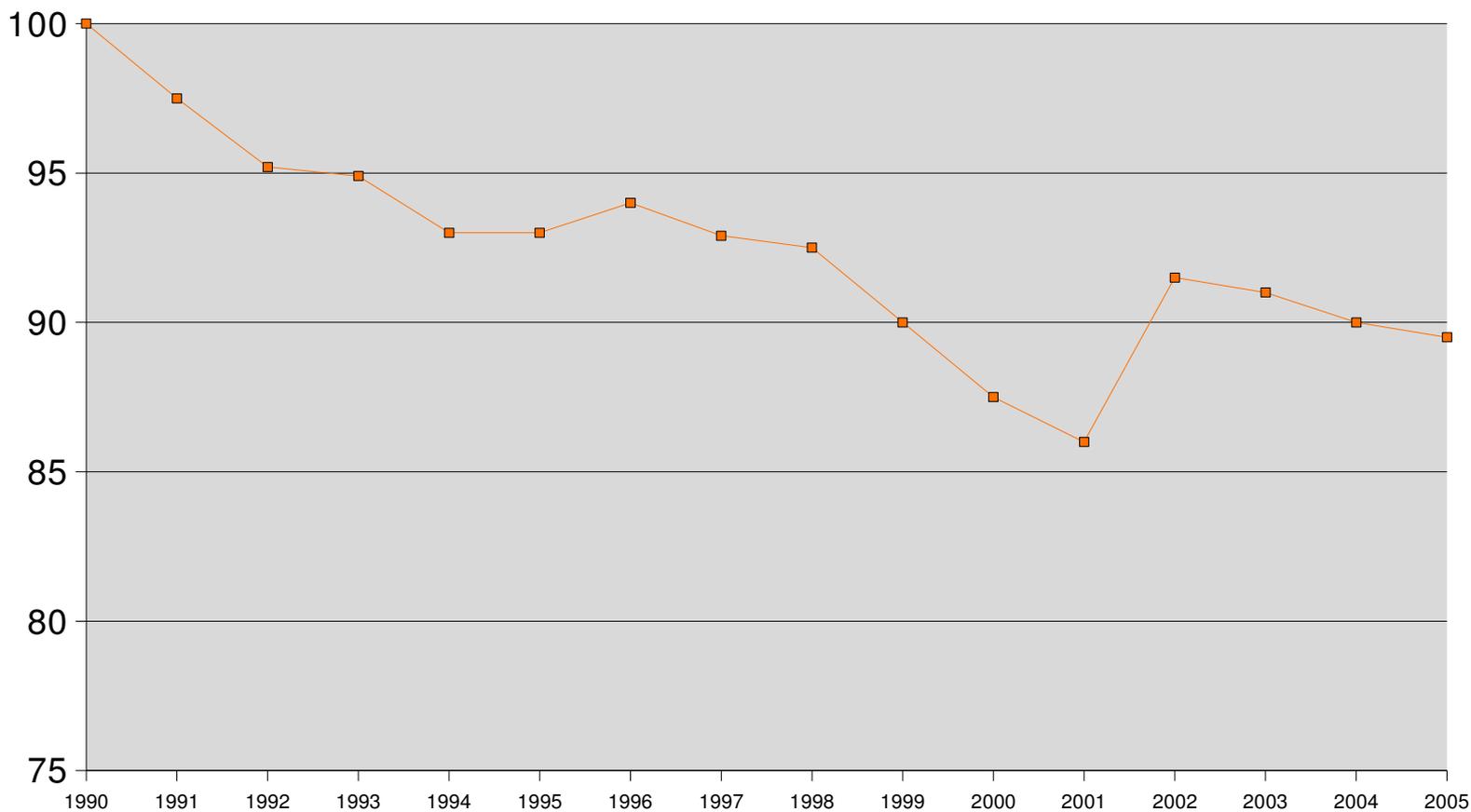
Plus vite que les revenus moyens ?

(attention à l'année de référence : 1990 était une année particulièrement bon marché)

	1990	2005	Variation
Revenu moyen	100	156,2	plus 56%
Prix du mazout (€/l)	0,22	0,56	plus 154 %
Pouvoir d'achat en mazout	100	61,4	Moins 38%

Et, a fortiori,

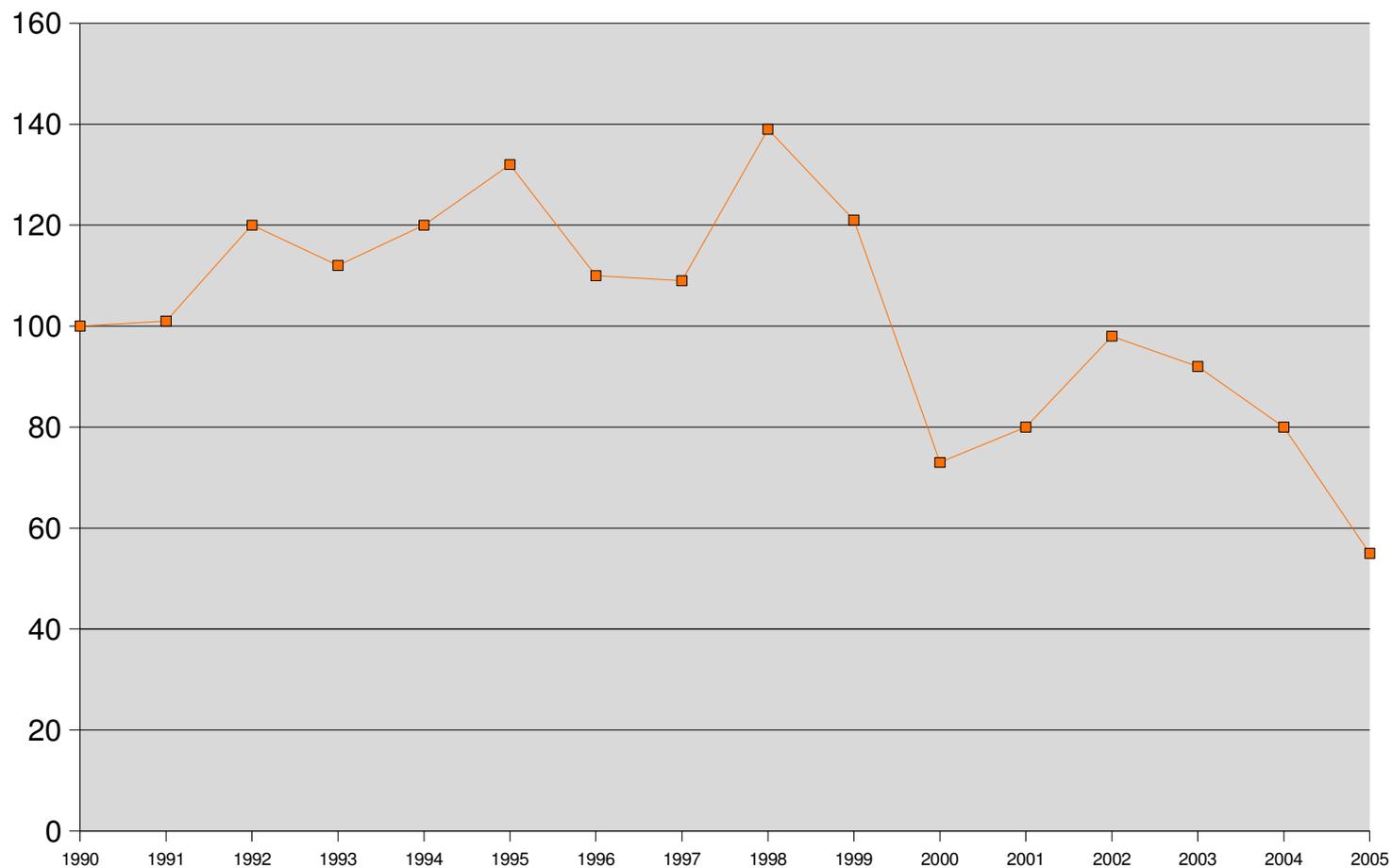
Evolution du rapport entre l'allocation de chômage et le revenu moyen



Quels prix pour l'énergie ?

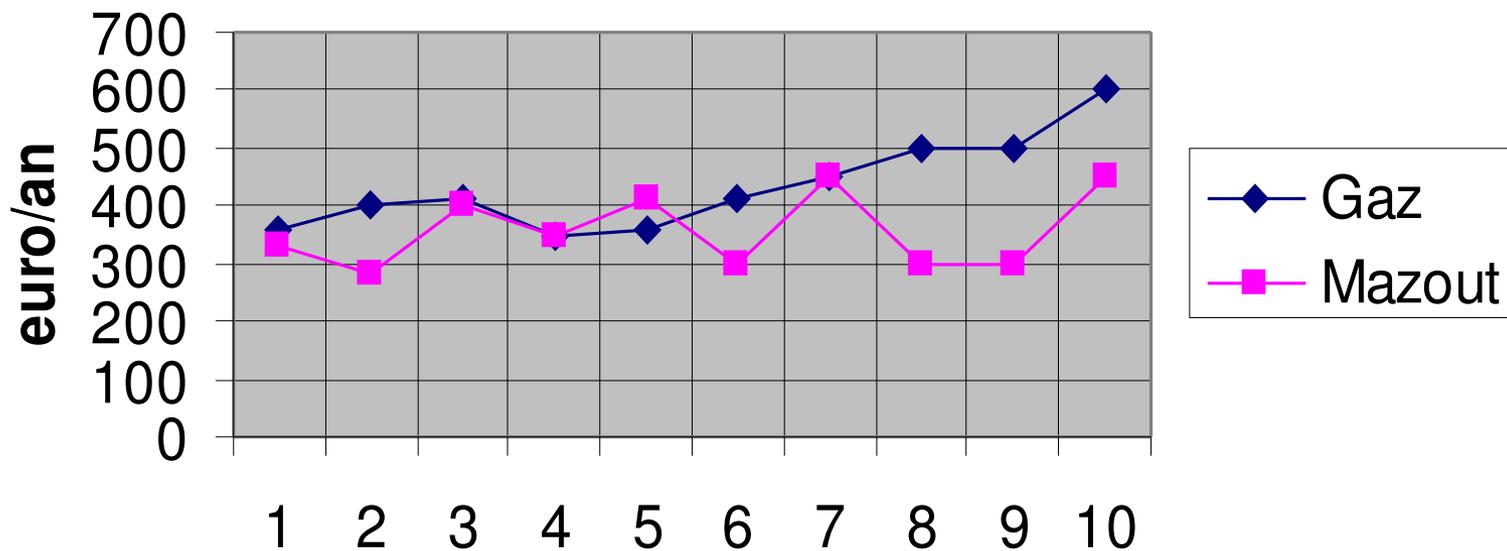
plus vite que les revenus de remplacement

Evolution du pouvoir d'achat d'une allocation de chômage en mazout de chauffage



Quels prix pour l'énergie ?

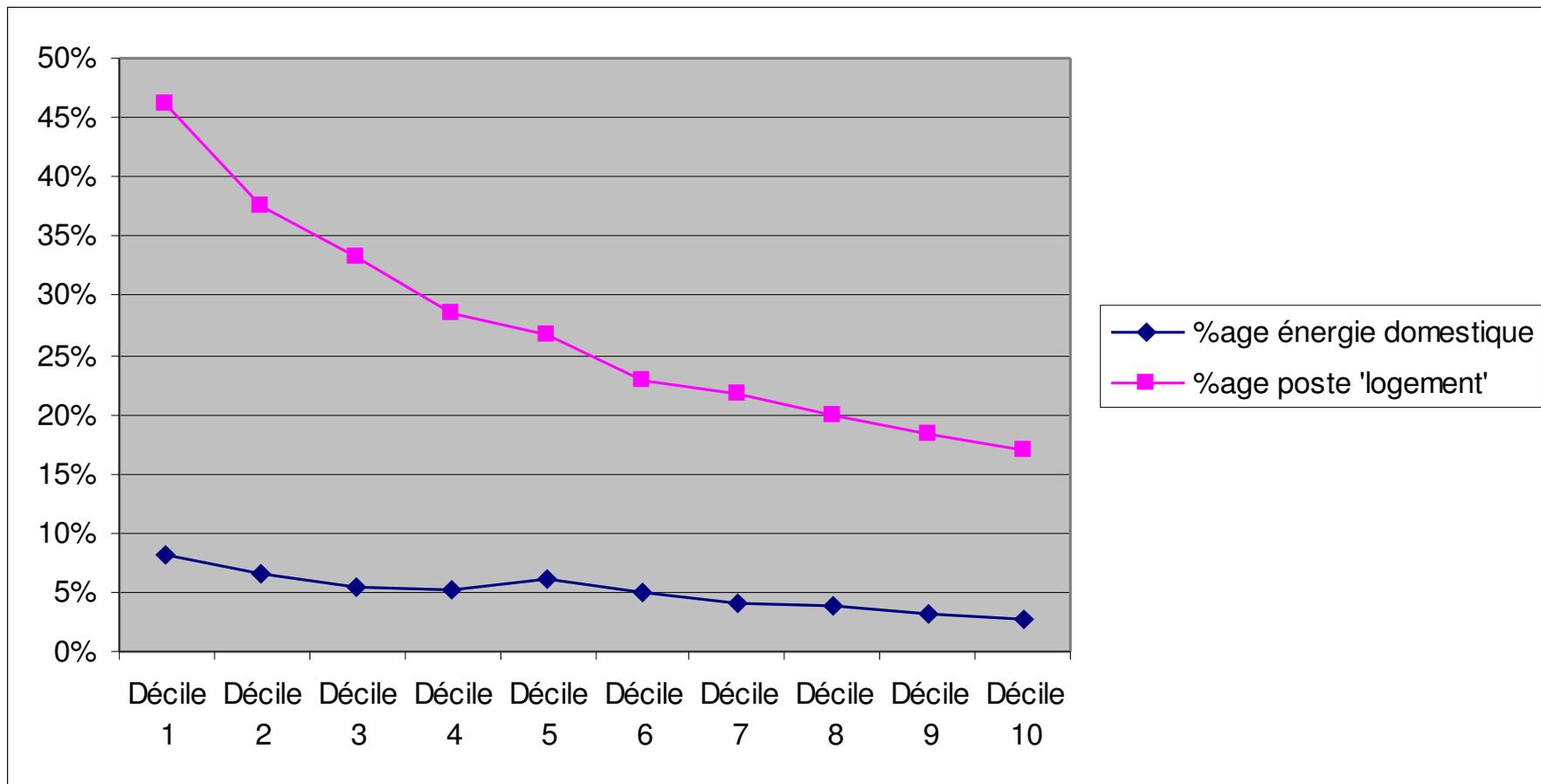
Facture d'énergie par décile de revenu



Source : INS - Enquête socioéconomique 2001

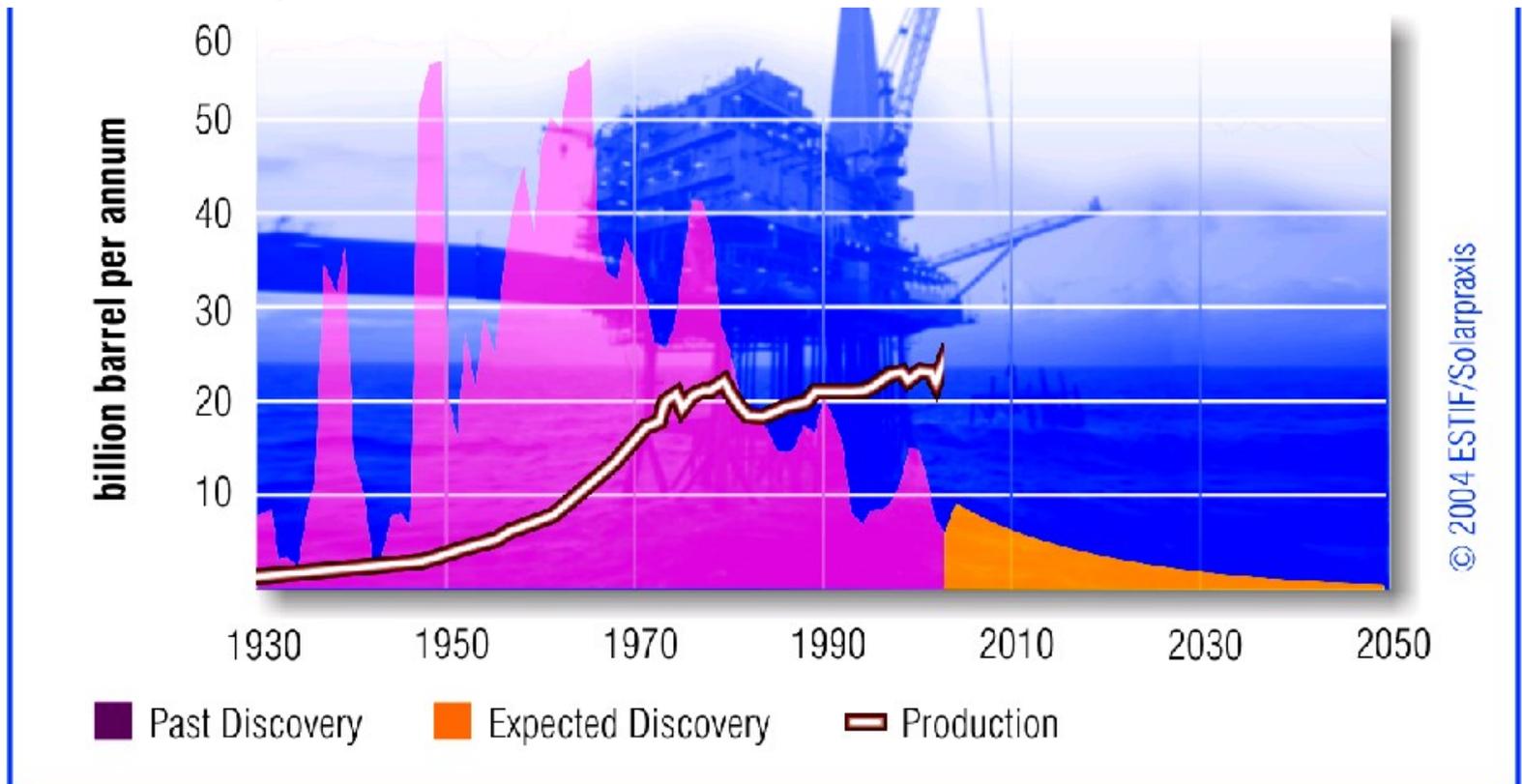


Part des postes logements et énergie dans le budget des ménages 2004



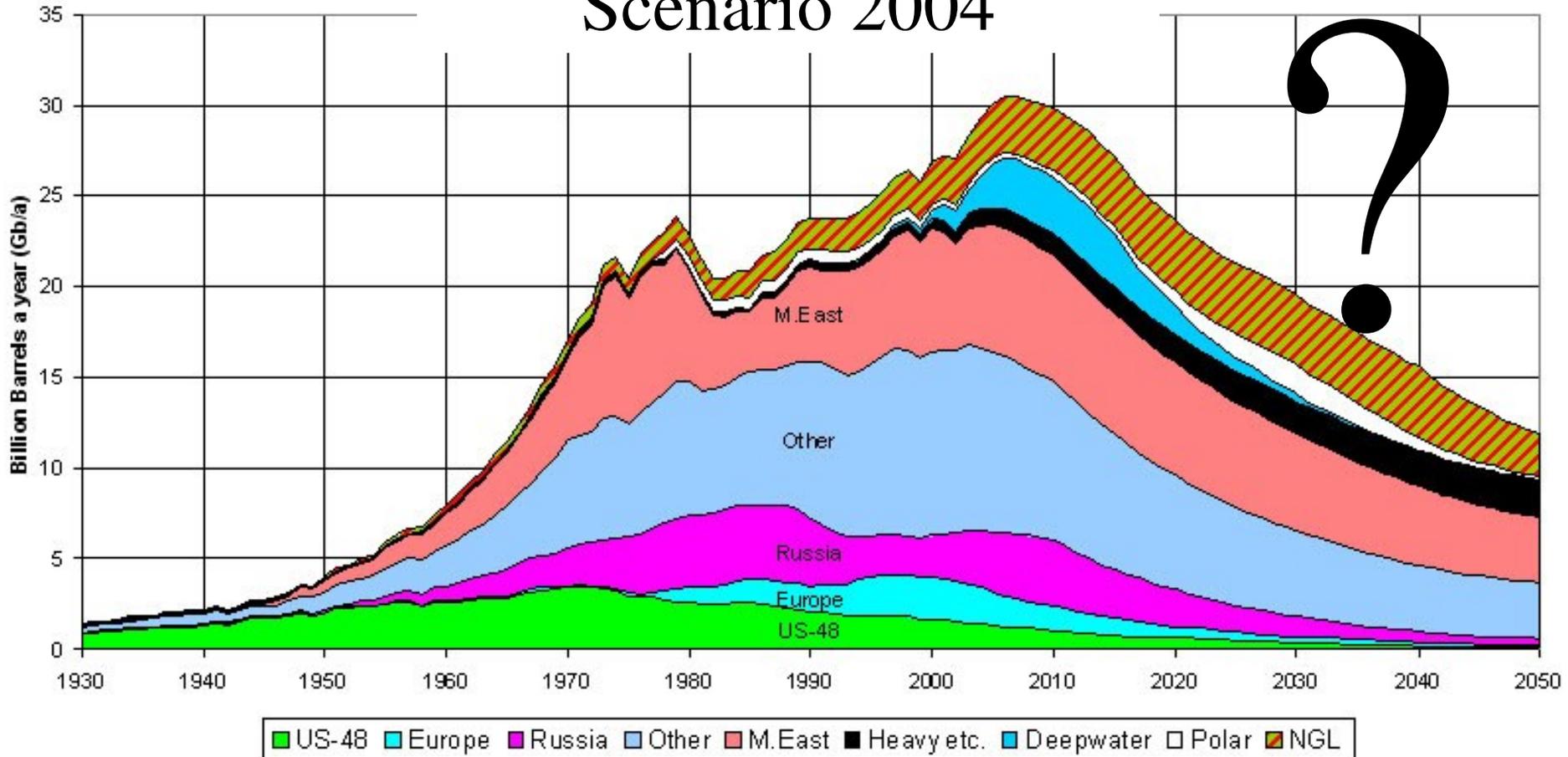
Namur, midi de la précarité énergétique, mardi 26 mai 2009

Découvertes et demande de pétrole: Le grand écart !



Pétrole et gaz liquide

Scénario 2004





Une libéralisation qui accentue la précarité énergétique

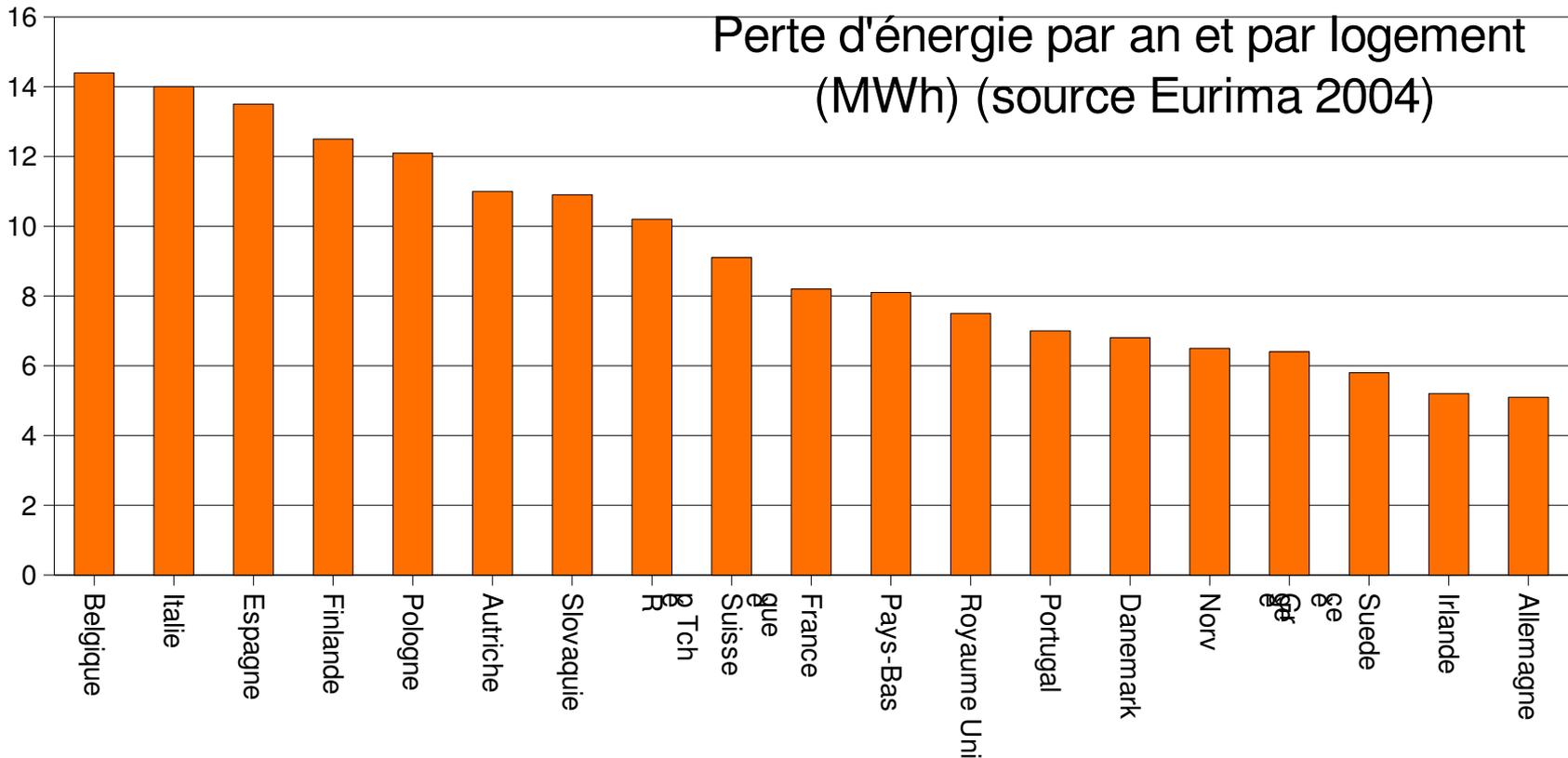
- Des prix plus avantageux pour ceux qui savent jouer aux traders (et qui ne déménagent pas) , d'où un renforcement des inégalités.
- Même pour ceux qui ont fait un choix actif, les prix sont supérieurs à ceux qu'on aurait obtenu en moyenne si on avait continué comme avant. (la négociation collective d'un prix reste donc plus efficace que le choix individuel)
- Un service clientèle et un calcul des acomptes d'une qualité plus en plus déficiente et aléatoire



Une politique « sociale » inadaptée

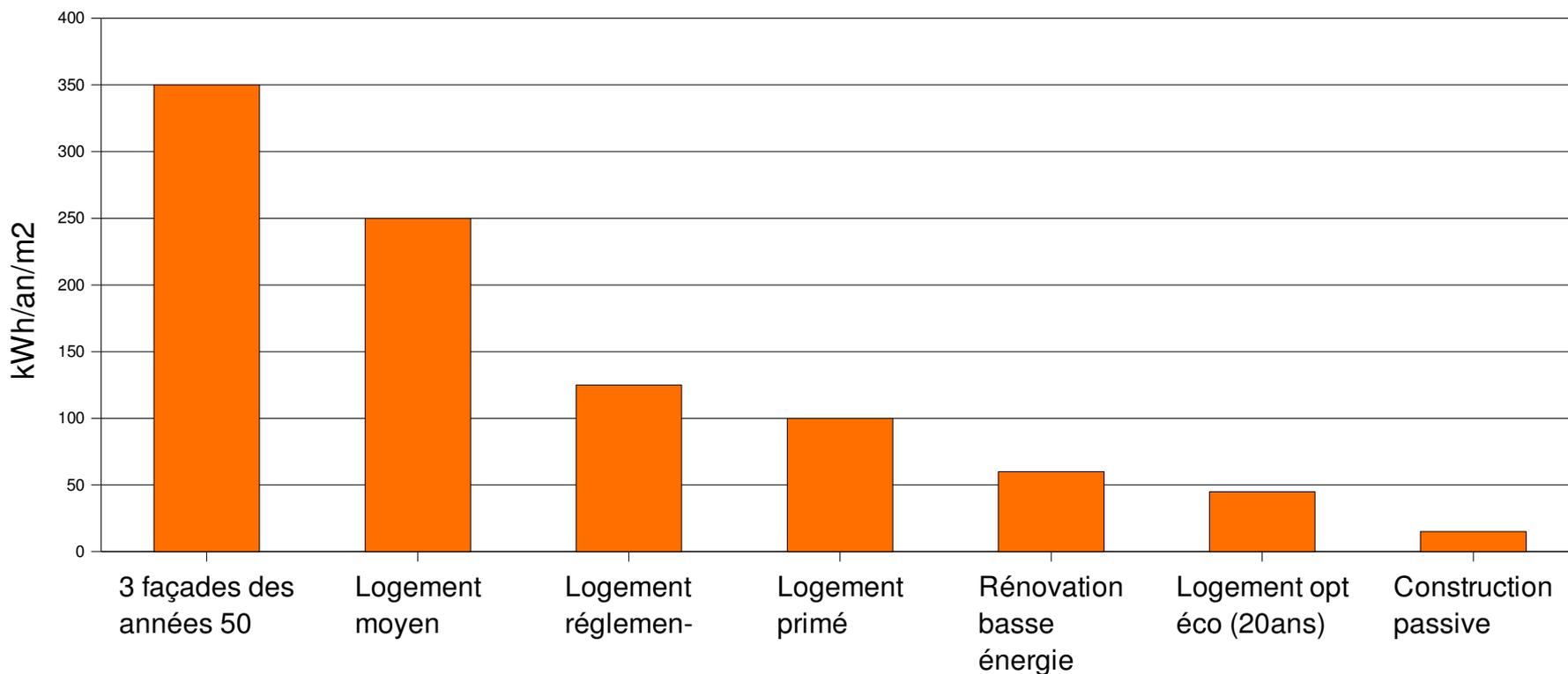
- Des compteurs à budget qui pallient (quand le chauffage n'est pas en jeu), à l'absence d'un service clientèle de qualité de la part des fournisseurs et qui augmentent les difficultés de gestion de son maigre budget quand le chauffage est en jeu.
- Des compteurs à budget qui coûtent chers : on est collectivement prêts à dépenser 3000 euros pour éviter qu'un ménage ne puisse consommer sans payer, alors que ces budgets pourraient être plus utilement affecté à un accompagnement social , y compris à la rénovation énergétique des logements.

Un parc de logement vétuste



Des différences considérables

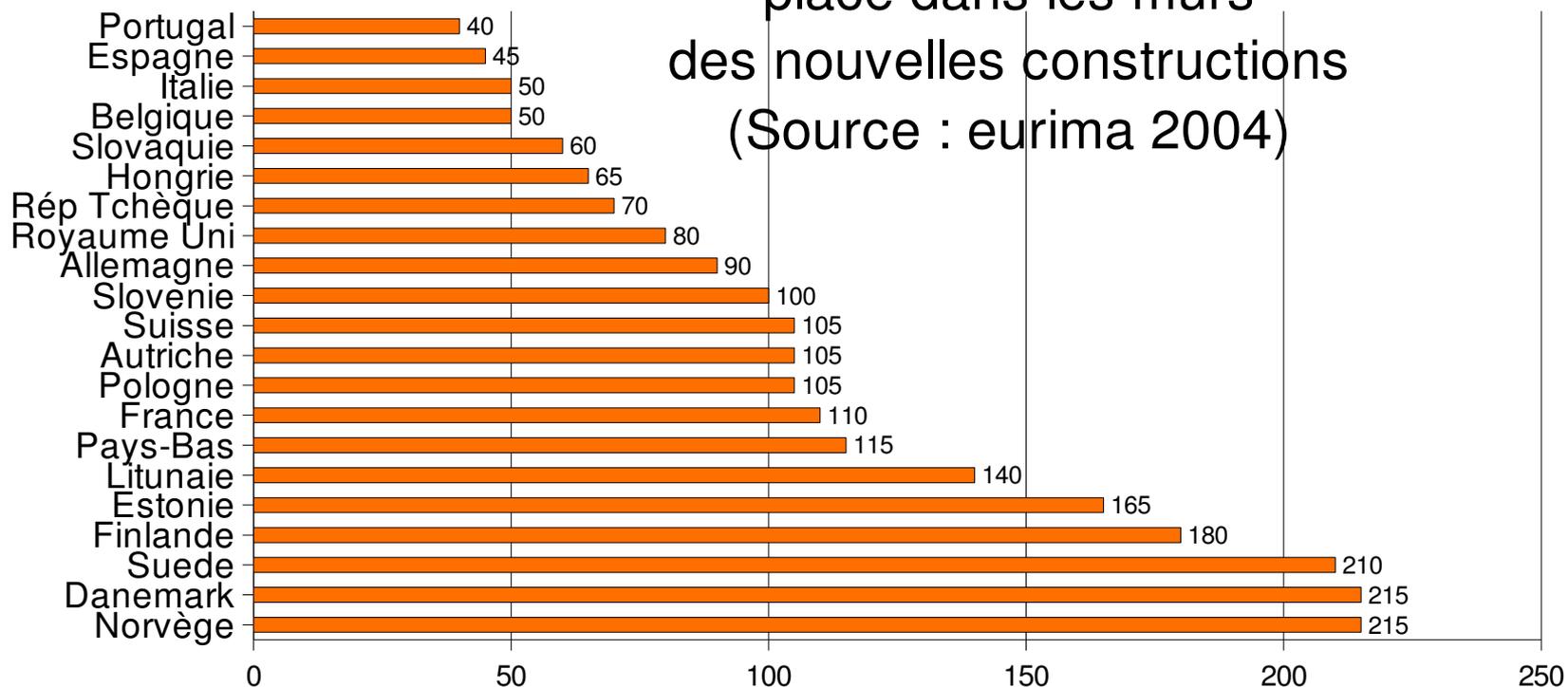
Performances énergétiques de logements types



Source : réglementation thermique. Brochure "optimisez l'énergie" des guichets et statistiques énergétiques;

Mieux construire, et surtout rénover !

Épaisseur d'isolant (en mm)
 placé dans les murs
 des nouvelles constructions
 (Source : eurima 2004)

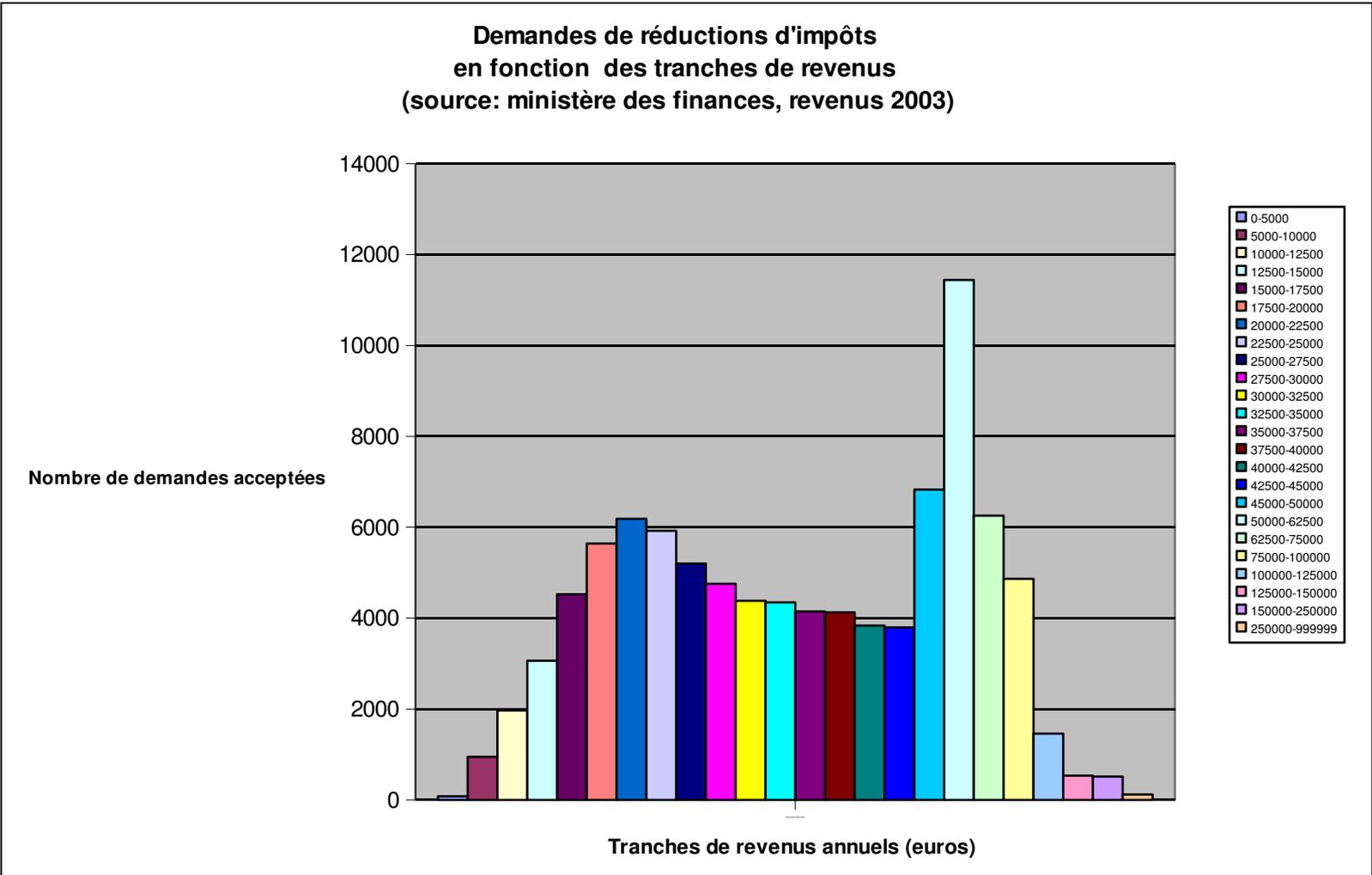




Des moyens publics indisponibles

- Les primes, déductions fiscales et autres certificats verts adaptés aux ménages (propriétaires) qui ont les moyens....
- MEBAR qui rate sa cible (financement du placement de systèmes de chauffage décentralisés plutôt qu'amélioration de la performance énergétique des logements.
- Guidance sociale énergétique qui se limite à de la prévention (heureusement de plus en plus individualisée) mais ne parvient pas à faire décoller une rénovation énergétique

Demandes de réductions d'impôts en fonction des tranches de revenus
 (source: ministère des finances, revenus 2003)





De nouvelles dynamiques ?

- Des prêts sociaux (pas assez ciblés, et peu adaptés aux locataires)
- Pour un encadrement des loyers et une réforme de la procédure de défaut de paiement...
- Pour un renforcement du fond de réduction du coût global de l'énergie, comme outil qui permettent une rénovation énergétique collectivement organisée de notre parc de logement.
- Cette approche collective devrait enfin pouvoir s'organiser en impliquant les ménages concernés, en s'appuyant et en renforçant les dynamiques d'économie sociale.